

« Le calvaire des malheureux gouvernants », par Paul Jorion

AIG a donc révélé la liste des bénéficiaires des 85 milliards de dollars que le gouvernement américain lui avait alloués pour régler les sommes qu'elle devait à ceux qui avaient acheté auprès d'elle des Credit-Default Swaps (CDS). Il faut dire que l'assureur a eu la main forcée par le *Wall Street Journal* qui avait déjà publié cette liste la semaine dernière. Grand vainqueur : Goldman Sachs avec 12,9 milliards de dollars. La Société Générale a reçu elle 11,9 milliards de dollars.

On s'était demandé à l'époque pourquoi l'effondrement de la finance que le CDS devait générer n'avait pas eu lieu. L'explication, on la connaît maintenant : les sommes dues furent versées à ceux à qui on les devait et c'est l'argent du contribuable américain qui fut utilisé. On évoquera évidemment dans les jours qui viennent le fait que Mr. Paulson, l'ancien Secrétaire au Trésor, qui prit la décision de renflouer AIG pour que l'assureur puisse effectuer ces paiements in extremis, est lui-même un ancien de Goldman Sachs. Le fait n'a cependant aucune signification particulière, sinon de souligner une fois de plus le caractère incestueux de ce petit monde constitué d'une part de banquiers responsables de la catastrophe et d'autre part de gouvernants qui s'efforcent en ce moment de l'endiguer : ce sont les mêmes avec juste le petit décalage dans le temps qui leur permet de passer de l'univers de la finance à celui du gouvernement.

Et pour ces dirigeants, la situation actuelle est désastreuse, non pas simplement parce qu'ils se révèlent aussi incapables dans leur nouvelle fonction que dans l'ancienne mais parce que les nouvelles qui n'arrêtent pas de tomber soulignent toujours plus cruellement la nature perverse du système qu'ils essaient de sauver. Est en effet tombée en même temps que la divulgation de la liste des bénéficiaires, la nouvelle qu'AIG s'apprête à verser 165 millions de dollars en primes de rétention aux responsables en son sein de la calamité des CDS. Les gouvernants désapprouvent : « Il est absolument injuste que l'argent du contribuable soit utilisé pour soutenir une compagnie qui fit ces paris insensés », déclare Mr. Bernanke, Président de la Fed, en se tordant les mains. Mr. Lawrence Summers, principal conseiller économique de Mr. Obama, qualifie lui la chose de « révoltante ». « Le gouvernement ne peut malheureusement pas abroger ces contrats », ajoute-t-il en s'arrachant les cheveux.

Et c'est là le calvaire de ces malheureux gouvernants en ce moment : chaque jour qui passe les oblige à révéler davantage à un public ébahi que ce système dont ils firent non seulement partie mais dont ils furent autrefois les principaux acteurs, est organisé de manière à permettre à ses dirigeants de puiser en permanence dans la caisse et de la vider entièrement dès qu'un pépin se présente. Et comme le système n'a pas changé

depuis le début de la crise (puisqu'ils s'efforcent de le maintenir intact), le fait que ce soit le contribuable qui remplisse maintenant la caisse au fur et à mesure qu'elle se vide, n'y change absolument rien : les dirigeants des banques continuent comme avant d'y puiser de manière éhontée (puisque « c'est dans les contrats », comme le dit Mr. Summers), la seule différence étant que c'est désormais au vu de tous. Le public les regarde faire avec des yeux ronds tandis que les gouvernants commentent la mort dans l'âme : « Ben, c'est malheureusement comme ça que ça marche... »

On avait dit à ce public, depuis que la banque existe : « C'est trop compliqué pour que vous puissiez comprendre. Circulez, y a rien à voir », et le voilà qui ne comprend que trop bien maintenant que ses propres gouvernants à la torture le lui expliquent et que tout cela est en réalité extrêmement simple à comprendre.

Paul Jorion

<http://www.pauljorion.com/blog/?p=2307>

« De la belle ouvrage », par Philippe Grasset

Bien plus qu'un long récit, une image suffit, ce qui est, après tout et sans s'encombrer de mots, à l'image de cette époque. Il suffit d'avoir regardé la photo, telle que nous l'avons regardée, que mettait en ligne ce matin le *Financial Times* (FT), en tête de son compte-rendu froidement poli et quelque peu dubitatif du G20, avec cette légende quelque peu ironique (nous a-t-il semblé) : “The G20 Leaders”.

Au centre, vraiment au centre de la photo, comme s'il était l'homme du jour, – et peut-être l'est-il, après tout ; au centre donc, Berlusconi, hilare, extrêmement “*commandatore*”, raisonnablement bronzé (moins qu'Obama, dirait-il en clignant de l'œil), tenant de chaque côté, dans chacun de ses bras, Medvedev, sur la gauche, – qui, ô surprise, se laisse aller et sourit si largement, avec un laisser-aller qui semble proche du rire franc ; et Obama, sur sa droite, dont le visage semble être devenu un énorme sourire-rire avec un nombre impressionnant de dents éclatantes. Sur la droite de l'épaule d'Obama, le bout du bras, la main en poing fermé, avec, dépassant, le pouce levé de Berlusconi, – ou est-ce, par un effet d'optique, le poing et le pouce d'Obama, – *bravo bravissimo*, les artistes ! Ni vu ni connu ! Sur le côté, un peu comme la Turquie elle-même, un Erdogan souriant, mi-figue mi-raisin, observe le trio ; à l'avant-plan et en dessous, un Brown qui discute et oublie son sourire type-bataille d'Angleterre *circa*-1940... Le seul qui manque à l'appel, en vérité, c'est Sarko-Merkel, l'un dans l'autre comme s'ils ne faisaient qu'un, en couple et en prise. (A propos de Merkel, toute la presse célèbre, parmi d'autres déclarations, cette déclaration où elle salue dans le G20 « un compromis historique », – ou quelque chose du même goût, ce G20 du 2 avril, bien entendu. D'après des linguistes, elle aurait pourtant dit, toute de rigueur teutonne : « un compromis *presque* historique. »)

Quoi qu'il en soit, puisque cette photo a été choisie par le FT, nous nous demandons si elle ne le fut pas intentionnellement, comme un message sciemment subliminal. Mettre Berlusconi au centre d'une photo symbolisant le G20 presque-historique du 2 avril 2009, pourquoi pas ? Tout est dit, passez muscade.

“De la belle ouvrage”, disons-nous, du cousu-main, – du “nouveau Bretton Woods” de Sarko au “nouvel ordre mondial” de Gordon Brown (puis d'Obama), tout y est. Le texte du site *WSWS.org* de ce jour, avec sa rage coutumière, mais aussi son expertise, fait un bon compte-rendu du sommet du G20. Le commentaire de François Leclerc, sur *PaulJorion.Com/blog*, également du 3 avril 2009, fixe les idées sur l'interprétation qu'on en doit avoir. L'éditorial de *The Independent*, du 3 avril 2009 encore, représente un bon exemple de la “presse officielle” obligée de saluer le sommet mais qui le fait avec les réserves, non “d'usage” (au contraire) mais simplement dues à la réalité des choses.

En un mot, le G20 fut essentiellement un compromis entre la tendance menée par les Européens et celle des Anglo-Saxons, fait grâce à un autre compromis entre des promesses, dont certaines extraordinaires, des décisions déjà prises et des prévisions, dont certaines formidables, satisfaisant l'une et l'autre tendance, le tout saupoudré de conditions générales, d'envolées, d'affirmations solennelles et de visions de la meilleure volonté du monde. La Bourse a, sur le moment, aussitôt salué la chose, puisqu'on est de la même boutique.

Certaines personnalités se sont joliment affirmées, dans ce décor factice et ce train de mesures de bonne volonté. Obama n'a pas déçu, qui est intervenu avec élégance et détermination pour empêcher qu'un désaccord ne tournât en rixe, – vraiment, physiquement, – entre Sarkozy et le Chinois Hou, à propos de la liste des “paradis fiscaux” que Sarko voulait absolument voir dénoncée, avec Macao et Hong Kong y figurant ou pas, finalement n'y figurant qu'en “gris”, avec astérisques nous signalant que les choses y seront bientôt plus honorables. C'est toujours la même boutique.

Si le sommet du G20 nous montre, ou nous confirme une chose, c'est que nos dirigeants, – employons le terme au plus court pour ne pas tomber dans un grotesque et pompeux “nos dirigeants globalisés” ou “les dirigeants de l'univers”, – ont au moins une politique commune. En quelque sorte, et complètement réduites à l'apparence, les réunions du G20 seraient plutôt un armistice dans une longue guerre épuisante ; le moment où, après s'être déchirés, il est temps, pour au moins 24 heures, de présenter le spectacle, au sens précis, d'une unité générale, dans la satisfaction générale, tous le monde s'affirmant en général satisfaits et l'événement étant généralement désigné comme historique de toutes les façons qu'on l'observe. (Puis la suite à l'OTAN, toujours aussi unis, le jour d'après, parfaitement dans le même sens.)

Cet armistice du G20 est celui, paradoxalement, d'une grande bataille, évidemment gagnée, de la guerre de la communication. Il s'agit du moment, pendant les 24 heures du sommet, où les adversaires qui s'étripent en générale font armistice pour s'unir car il s'agit alors de convaincre tout ce qui peut être convaincu que les choses vont, sinon

bien, dans tous les cas de mieux en mieux, que nous sommes sur la voie de la reprise, dans tous les sens du mot. A cette guerre, ils excellent, et ils marchent d'un même pas, tout antagonisme dissipé et toute honte bue, au son de la même musique. A Londres, le 2 avril 2009, ils n'ont pas failli, – chapeau les artistes.

Il ne s'agit évidemment pas de sauter à une conclusion trop facile, de confondre les guerres et de mélanger les enseignements, et de voir ici une étape décisive dans l'évolution générale. Les tensions et les affrontements subsistent et ils devraient se poursuivre, et ils se poursuivront. C'est simplement qu'il y a deux guerres, celle de la communication livrée pour convaincre l'opinion publique que ses dirigeants sont à son service et qu'on pense beaucoup à elle; et l'autre, qui est l'affrontement dans une autre dimension et selon d'autres axes, l'affrontement bien réel, en un sens, des intérêts, des conceptions, des puissances. Si l'on veut, la différence de fond entre les deux peut être ramenée à l'affaire du protectionnisme. L'anathème contre le protectionnisme est régulièrement réaffirmé, à chaque G20 et à chaque occasion; et la chose, elle, continue à vivre de sa vie propre; alors que les vingt du G20 signaient l'engagement vraiment plus solennel que jamais de tenir à bonne distance le monstre du protectionnisme, l'OCDE signalait que 17 de ces 20 pays avaient des pratiques qui ne peuvent être qualifiées que de "protectionnistes".

Pour le reste et pour en terminer, et pour saluer ce souhait extraordinaire de tous de retrouver la "pleine croissance" comme on attend la Grande Nouvelle alors que cette "pleine croissance" est à la base du désastre général qu'est devenu notre époque, – pour le reste, observons que le G20 confirme simplement que personne, parmi "nos dirigeants" ne sait où nous allons, que personne n'imagine qu'il importe de mettre complètement en cause ce système qui est la cause de tout, que personne ne saurait d'ailleurs quoi lui substituer et qu'il existe enfin une vague sensation qu'après tout, avec un peu d'entrain, un peu de confiance revenue, les choses pourraient se remettre en place. Le paradoxe de cette situation est qu'à côté de ce sentiment général, qui relève évidemment de la phase de la guerre de communication que nous avons vue à l'œuvre à Londres le 2 avril, il existe l'autre guerre d'affrontement où nombre des combattants unis dans la guerre de communication retrouvent toute leur alacrité et, pour trouver des munitions, mettent directement en cause le système qu'ils adorent à chaque nouveau communiqué du G20. Là aussi, la situation est semblable à celle qui prévaut avec le protectionnisme. Certes, il y a un petit air de schizophrénie mais l'on se soigne.

Philippe Grasset

[http://www.dedefensa.org/article-de la belle ouvrage 03 04 2009.html](http://www.dedefensa.org/article-de%20la%20belle%20ouvrage%2003%2004%202009.html)

« Les réactionnaires veulent arrêter le temps », par Nicolas Dupont-Aignan

L'ouverture du débat sur la loi « Création et Internet » nous ramène trois ans en arrière, au temps des débats sur la loi DADVSI, ancêtre du projet « Création et Internet » : le même dialogue de sourds a lieu entre les internautes, souvent des jeunes, qui refusent à juste titre une criminalisation injuste et infamante, et des artistes qui, légitimement, craignent pour l'avenir de leurs revenus.

Malheureusement plutôt que de tirer les enseignements du précédent débat et du caractère inapplicable de la loi votée il y a trois ans, le gouvernement, pressé par les majors du disque, se précipite à nouveau dans un mur. Les artistes dans cette affaire ne sont que l'alibi d'entreprises qui voient s'effondrer leur modèle économique (faut-il dire leur « rente » ?) car elles n'ont pas su ou voulu comprendre la révolution technologique du numérique.

Souvenons-nous des moines copistes qui, pour préserver leur travail, voulaient pendre Gutenberg et lutter contre le développement de l'imprimerie. Souvenons-nous de ces orchestres qui voulaient faire interdire le disque ou des producteurs de musique qui pensaient pouvoir interdire la diffusion de leurs artistes à la radio.

En vérité, on ne peut pas arrêter le temps et la loi que veut faire voter le gouvernement est promise à l'échec : soit elle sera finalement efficace mais tellement liberticide qu'elle finira par être abrogée. Soit, comme il est plus probable, elle sera contournée par une fraction grandissante des internautes et tombera elle-même en désuétude.

Quand comprendra-t-on qu'il n'y a qu'une solution, rendre légal le téléchargement illimité pour faire bénéficier ainsi les Français d'un accès à la culture sans précédent, celui que permet cette extraordinaire invention qu'est Internet ?

En contrepartie, bien évidemment, pour rémunérer les auteurs et les artistes, la seule solution viable est de mettre en œuvre ce qui a été appelé la licence globale. Chaque abonnement ADSL comporterait un prélèvement financier alimentant un fond réparti entre les artistes.

Et que l'on ne nous dise pas que la chose est techniquement impossible alors même que l'on s'apprête à doter chaque ordinateur particulier pourvu d'une connexion ADSL d'un "mouchard filtrant" répertoriant l'ensemble des sites visités vers un serveur central ! A cet égard, l'usine à gaz « riposte graduée » prévue par la loi « Création et Internet » coûterait cher à chaque internaute français pour se faire espionner par une sorte de petit Big Brother électronique (en tout état de cause fourni par une multinationale informatique bien connue), tandis que la licence globale permettrait d'avoir accès à l'ensemble des richesses de l'Internet...

On mesure combien cette loi liberticide et dispendieuse a peu à voir avec la défense des artistes-créateurs et avec le simple sens de l'histoire.

Dans un cas comme dans l'autre, elle fait penser à une digue de sable érigée face à l'océan. Comme toujours, les réactionnaires veulent arrêter l'histoire mais sont finalement, tôt ou tard, balayés par elle.

Nicolas Dupont-Aignan

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2577

« Face à un pouvoir toujours plus absurde, nous ne dirons plus rien », par les 9 – 1 de Tarnac

Voilà quatre mois que le feuilleton médiatico-judiciaire intitulé l'"affaire de Tarnac" ne cesse de ne plus vouloir finir. Julien (Coupat) va-t-il sortir à Noël ? Pour le Nouvel An ? Aura-t-il plus de chance vendredi 13 ? Non, finalement on le gardera encore un peu en prison, enfermé dans son nouveau rôle de chef d'une cellule invisible. Puisqu'il semble que quelques personnes aient encore intérêt à faire perdurer cette mascarade, même au-delà du grotesque, il va nous falloir endosser, encore une fois, le rôle que l'on nous a taillé ("les 9 de Tarnac"), pour un nécessaire éclaircissement collectif. Alors voilà.

Primo. Pendant que des journalistes fouillaient jusque dans nos poubelles, les flics reluquaient jusqu'à l'intérieur de nos rectums. C'est assez désagréable. Depuis des mois vous ouvrez notre courrier, vous écoutez nos téléphones, vous traquez nos amis, vous filmez nos maisons. Vous jouissez de ces moyens.

Nous, les neuf, nous les subissons, comme tant d'autres. Atomisés par vos procédures, neuf fois un, alors que vous, vous êtes toute une administration, toute une police et toute la logique d'un monde. Au point où nous en sommes, les dés sont un peu pipés, le bûcher déjà dressé. Aussi, qu'on ne nous demande pas d'être beaux joueurs.

Deuzio. Bien sûr vous avez besoin d'"individus", constitués en "cellule", appartenant à une "mouvance" d'une fraction de l'échiquier politique. Vous en avez besoin, car c'est votre seule et dernière prise sur toute une part grandissante du monde, irréductible à la société que vous prétendez défendre. Vous avez raison, il se passe quelque chose en France, mais ce n'est certainement pas la renaissance d'une "ultragauche". Nous ne sommes ici que des figures, qu'une cristallisation somme toute plutôt vulgaire d'un conflit qui traverse notre époque. La pointe médiatico-policière d'un affrontement

sans merci que mène un ordre qui s'effondre contre tout ce qui prétend pouvoir lui survivre.

Il va sans dire qu'à la vue de ce qui se passe en Guadeloupe, en Martinique, dans les banlieues et les universités, chez les vigneron, les pêcheurs, les cheminots et les sans-papiers, il vous faudra bientôt plus de juges que de profs pour contenir tout ça. Vous n'y comprenez rien. Et ne comptez pas sur les fins limiers de la DCRI pour vous expliquer.

Tertio. Nous constatons qu'il y a plus de joie dans nos amitiés et nos "associations de malfaiteurs" que dans vos bureaux et vos tribunaux.

Quarto. S'il semble aller de soi pour vous que le sérieux de votre emploi vous amène jusqu'à nous questionner sur nos pensées politiques et sur nos amitiés, nous ne nous sentons pas, quant à nous, le devoir de vous en parler. Aucune vie ne sera jamais absolument transparente aux yeux de l'Etat et de sa justice. Là où vous avez voulu y voir plus clair, il semble plutôt que vous ayez propagé l'opacité. Et l'on nous dit que, désormais, pour ne pas subir votre regard, ils sont toujours plus nombreux ceux qui se rendent à des manifestations sans téléphone portable, qui cryptent les textes qu'ils écrivent, qui font d'habiles détours en rentrant chez eux. Comme on dit : c'est ballot.

Quinto. Depuis le début de cette "affaire", vous avez semblé vouloir accorder beaucoup d'importance au témoignage d'un mythomane, aussi appelé "sous X". Vous vous obstinez, c'est courageux, à accorder un peu de foi à ce ramassis de mensonges, et à cette pratique qui a fait l'honneur de la France il y a quelques décennies - la délation. C'en serait presque touchant, si ça ne conditionnait pas l'accusation de chef à l'encontre de Julien, et donc son maintien en détention. Si ce genre de "témoignage" ne justifiait pas des arrestations arbitraires, comme à Villiers-le-Bel après les émeutes.

Enfin, étant entendu que la marge de liberté qu'il nous reste est désormais fort réduite, que le seul point à partir duquel nous pouvons nous soustraire à votre emprise réside dans les interrogatoires auxquels vous nous soumettez à intervalles réguliers. Que Julien s'est déjà vu refuser quatre demandes de remise en liberté. Qu'il est notre ami. Qu'il n'est rien de plus que ce que nous sommes. Nous décidons qu'à partir de ce jour, dans l'héroïque tradition d'un Bartleby, "*nous préférons ne pas*". En gros, nous ne vous dirons plus rien et cela jusqu'à ce que vous le libériez, jusqu'à ce que vous abandonniez la qualification de chef pour lui et de terrorisme pour nous tous. En résumé, jusqu'à ce que vous abandonniez les poursuites.

Pour tous ceux qui, là où ils sont, se battent et ne se résignent pas. Pour tous ceux que le ressentiment n'étouffe pas et qui font de la joie une question d'offensive. Pour nos amis, nos enfants, nos frères et nos sœurs, les comités de soutien. Pas de peur, pas d'apitoiement. Pas de héros, pas de martyrs. C'est précisément parce que cette affaire n'a jamais été juridique qu'il faut transporter le conflit sur le terrain du politique. Ce que la multiplication des attaques d'un pouvoir toujours plus absurde appelle de notre

part, ce n'est rien d'autre que la généralisation de pratiques collectives d'autodéfense partout où cela devient nécessaire.

Il n'y a pas neuf personnes à sauver mais un ordre à faire tomber.

Aria, Benjamin, Bertrand, Elsa, Gabrielle, Manon, Matthieu, Yldune (qui sont, avec **Julien Coupat**, mis en examen dans l'"affaire de Tarnac")
<http://www.soutien11novembre.org/spip.php?article395>

« Manifeste pour les produits de haute nécessité »

[Texte collectif, écrit par 9 artistes et intellectuels Antillais.]

C'est en solidarité pleine et sans réserve aucune que nous saluons le profond mouvement social qui s'est installé en Guadeloupe, puis en Martinique, et qui tend à se répandre à la Guyane et à la Réunion. Aucune de nos revendications n'est illégitime. Aucune n'est irrationnelle en soi, et surtout pas plus démesurée que les rouages du système auquel elle se confronte. Aucune ne saurait donc être négligée dans ce qu'elle représente, ni dans ce qu'elle implique en relation avec l'ensemble des autres revendications. Car la force de ce mouvement est d'avoir su organiser sur une même base ce qui jusqu'alors s'était vu disjoint, voire isolé dans la cécité catégorielle — à savoir les luttes jusqu'alors inaudibles dans les administrations, les hôpitaux, les établissements scolaires, les entreprises, les collectivités territoriales, tout le monde associatif, toutes les professions artisanales ou libérales...

Mais le plus important est que la dynamique du Lyannaj — qui est d'allier et de rallier, de lier relier et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé — est que la souffrance réelle du plus grand nombre (confrontée à un délire de concentrations économiques, d'ententes et de profits) rejoint des aspirations diffuses, encore inexprimables mais bien réelles, chez les jeunes, les grandes personnes, oubliés, invisibles et autres souffrants indéchiffrables de nos sociétés. La plupart de ceux qui y défilent en masse découvrent (ou recommencent à se souvenir) que l'on peut saisir l'impossible au collet, ou enlever le trône de notre renoncement à la fatalité.

[...] Derrière le prosaïque du « pouvoir d'achat » ou du « panier de la ménagère », se profile l'essentiel qui nous manque et qui donne du sens à l'existence, à savoir : le poétique. Toute vie humaine un peu équilibrée s'articule entre, d'un côté, les nécessités immédiates du boire-survivre-manger (en clair : le prosaïque) ; et, de l'autre, l'aspiration à un épanouissement de soi, là où la nourriture est de dignité, d'honneur, de musique, de chants, de sports, de danses, de lectures, de philosophie, de spiritualité, d'amour, de temps libre affecté à l'accomplissement du grand désir intime (en clair : le poétique). Comme le propose Edgar Morin, le *vivre-pour-vivre*, tout comme *le vivre-pour-*

soi n'ouvrent à aucune plénitude sans le donner-à-vivre à ce que nous aimons, à ceux que nous aimons, aux impossibles et aux dépassements auxquels nous aspirons.

La « hausse des prix » ou « la vie chère » ne sont pas de petits diables-ziguidi qui surgissent devant nous en cruauté spontanée, ou de la seule cuisse de quelques purs békés. Ce sont les résultantes d'une dentition de système où règne le dogme du libéralisme économique. Ce dernier s'est emparé de la planète, il pèse sur la totalité des peuples, et il préside dans tous les imaginaires. [...] Ce système a confiné nos existences dans des individuations égoïstes qui vous suppriment tout horizon et vous condamnent à deux misères profondes : être « consommateur » ou bien être « producteur ». Le consommateur ne travaillant que pour consommer ce que produit sa force de travail devenue marchandise ; et le producteur réduisant sa production à l'unique perspective de profits sans limites pour des consommations fantasmées sans limites. L'ensemble ouvre à cette socialisation anti-sociale, dont parlait André Gorz, et où l'économie devient ainsi sa propre finalité et déserte tout le reste.

Alors, quand le « prosaïque » n'ouvre pas aux élévations du « poétique », quand il devient sa propre finalité et se consume ainsi, nous avons tendance à croire que les aspirations de notre vie, et son besoin de sens, peuvent se loger dans ces codes-barres que sont « le pouvoir d'achat » ou « le panier de la ménagère ». Et pire : nous finissons par penser que la gestion vertueuse des misères les plus intolérables relève d'une politique humaine ou progressiste. Il est donc urgent d'escorter les « produits de premières nécessités », d'une autre catégorie de denrées ou de facteurs qui relèveraient résolument d'une « haute nécessité ».

Par cette idée de « haute nécessité », nous appelons à prendre conscience du poétique déjà en œuvre dans un mouvement qui, au-delà du pouvoir d'achat, relève d'une exigence existentielle réelle, d'un appel très profond au plus noble de la vie.

Alors que mettre dans ces « produits » de haute nécessité ?

[...] D'abord, il ne saurait y avoir d'avancées sociales qui se contenteraient d'elles-mêmes. Toute avancée sociale ne se réalise vraiment que dans une expérience politique qui tirerait les leçons structurantes de ce qui s'est passé. Ce mouvement a mis en exergue le tragique émiettement institutionnel de nos pays, et l'absence de pouvoir qui lui sert d'ossature. Le « déterminant » ou bien le « décisif » s'obtient par des voyages ou par le téléphone. La compétence n'arrive que par des émissaires. La désinvolture et le mépris rôdent à tous les étages. L'éloignement, l'aveuglement et la déformation président aux analyses. L'imbroglio des pseudos pouvoirs Région-Département-Préfet, tout comme cette chose qu'est l'association des maires, ont montré leur impuissance, même leur effondrement, quand une revendication massive et sérieuse surgit dans une entité culturelle historique identitaire humaine, distincte de celle de la métropole administrante, mais qui ne s'est jamais vue traitée comme telle. Les slogans et les demandes ont tout de suite sauté par-dessus nos « présidents locaux » pour s'en aller mander ailleurs. Hélas, toute victoire sociale qui s'obtiendrait ainsi (dans ce bond par-

dessus nous-mêmes), et qui s'arrêterait là, renforcerait notre assimilation, donc conforterait notre inexistence au monde et nos pseudos pouvoirs.

Ce mouvement se doit donc de fleurir en vision politique, laquelle devrait ouvrir à une force politique de renouvellement et de projection apte à nous faire accéder à la responsabilité de nous-mêmes par nous-mêmes et au pouvoir de nous-mêmes sur nous-mêmes. Et même si un tel pouvoir ne résoudrait vraiment aucun de ces problèmes, il nous permettrait à tout le moins de les aborder désormais en saine responsabilité, et donc de les traiter enfin plutôt que d'acquiescer aux sous-traitances. [...] Le déficit en responsabilité crée amertume, xénophobie, crainte de l'autre, confiance réduite en soi... La question de la responsabilité est donc de haute nécessité. C'est dans l'irresponsabilité collective que se nichent les blocages persistants dans les négociations actuelles. Et c'est dans la responsabilité que se trouve l'invention, la souplesse, la créativité, la nécessité de trouver des solutions endogènes praticables. C'est dans la responsabilité que l'échec ou l'impuissance devient un lieu d'expérience véritable et de maturation. C'est en responsabilité que l'on tend plus rapidement et plus positivement vers ce qui relève de l'essentiel, tant dans les luttes que dans les aspirations ou dans les analyses.

Ensuite, il y a la haute nécessité de comprendre que le labyrinthe obscur et indémêlable des prix (marges, sous-marges, commissions occultes et profits indécents) est inscrit dans une logique de système libéral marchand, lequel s'est étendu à l'ensemble de la planète avec la force aveugle d'une religion. Ils sont aussi enchâssés dans une absurdité coloniale qui nous a détournés de notre manger-pays, de notre environnement proche et de nos réalités culturelles, pour nous livrer sans pantalon et sans jardins-bokay aux modes alimentaires européens. C'est comme si la France avait été formatée pour importer toute son alimentation et ses produits de grande nécessité depuis des milliers et des milliers de kilomètres. Négocier dans ce cadre colonial absurde avec l'insondable chaîne des opérateurs et des intermédiaires peut certes améliorer quelque souffrance dans l'immédiat ; mais l'illusoire bienfaisance de ces accords sera vite balayée par le principe du « Marché » et par tous ces mécanismes que créent un nuage de voracités, (donc de profitations nourries par « l'esprit colonial » et régulées par la distance) que les primes, gels, aménagements vertueux, réductions opportunistes, pianotements dérisoires de l'octroi de mer, ne sauraient endiguer.

Il y a donc une haute nécessité à nous vivre caribéens dans nos imports-exports vitaux, à nous penser américain pour la satisfaction de nos nécessités, de notre autosuffisance énergétique et alimentaire. L'autre très haute nécessité est ensuite de s'inscrire dans une contestation radicale du capitalisme contemporain qui n'est pas une perversion mais bien la plénitude hystérique d'un dogme. La haute nécessité est de tenter tout de suite de jeter les bases d'une société non économique, où l'idée de développement à croissance continue serait écartée au profit de celle d'épanouissement ; où emploi, salaire, consommation et production serait des lieux de création de soi et de parachèvement de l'humain. Si le capitalisme (dans son principe très pur qui est la forme contemporaine) a créé ce Frankenstein consommateur qui se réduit à son panier de nécessités, il engendre aussi de bien lamentables « producteurs » — chefs

d'entreprises, entrepreneurs, et autres socioprofessionnels ineptes — incapables de tressaillements en face d'un sursaut de souffrance et de l'impérieuse nécessité d'un autre imaginaire politique, économique, social et culturel. Et là, il n'existe pas de camps différents. Nous sommes tous victimes d'un système flou, globalisé, qu'il nous faut affronter ensemble. Ouvriers et petits patrons, consommateurs et producteurs, portent quelque part en eux, silencieuse mais bien irréductible, cette haute nécessité qu'il nous faut réveiller, à savoir : vivre la vie, et sa propre vie, dans l'élévation constante vers le plus noble et le plus exigeant, et donc vers le plus épanouissant. Ce qui revient à vivre sa vie, et la vie, dans toute l'ampleur du poétique.

[...] Enfin, sur la question des salaires et de l'emploi. Là aussi il nous faut déterminer la haute nécessité. Le capitalisme contemporain réduit la part salariale à mesure qu'il augmente sa production et ses profits. Le chômage est une conséquence directe de la diminution de son besoin de main d'œuvre. Quand il délocalise, ce n'est pas dans la recherche d'une main d'œuvre abondante, mais dans le souci d'un effondrement plus accéléré de la part salariale. Toute déflation salariale dégage des profits qui vont de suite au grand jeu welto de la finance. Réclamer une augmentation de salaire conséquente n'est donc en rien illégitime : c'est le début d'une équité qui doit se faire mondiale.

Quant à l'idée du « plein emploi », elle nous a été clouée dans l'imaginaire par les nécessités du développement industriel et les épurations éthiques qui l'ont accompagnée. Le travail à l'origine était inscrit dans un système symbolique et sacré (d'ordre politique, culturel, personnel) qui en déterminait les ampleurs et le sens. Sous la régie capitaliste, il a perdu son sens créateur et sa vertu épanouissante à mesure qu'il devenait, au détriment de tout le reste, tout à la fois un simple « emploi », et l'unique colonne vertébrale de nos semaines et de nos jours. Le travail a achevé de perdre toute signifiante quand, devenu lui-même une simple marchandise, il s'est mis à n'ouvrir qu'à la consommation.

Nous sommes maintenant au fond du gouffre.

Il nous faut donc réinstaller le travail au sein du poétique. Même acharné, même pénible, qu'il redevienne un lieu d'accomplissement, d'invention sociale et de construction de soi, ou alors qu'il en soit un outil secondaire parmi d'autres. Il y a des myriades de compétences, de talents, de créativité, de folies bienfaisantes, qui se trouvent en ce moment stérilisés dans les couloirs ANPE et les camps sans barbelés du chômage structurel né du capitalisme. Même quand nous nous serons débarrassés du dogme marchand, les avancées technologiques (vouées à la sobriété et à la décroissance sélective) nous aideront à transformer la valeur-travail en une sorte d'arc-en-ciel, allant du simple outil accessoire jusqu'à l'équation d'une activité à haute incandescence créatrice. Le plein emploi ne sera pas du prosaïque productiviste, mais il s'envisagera dans ce qu'il peut créer en socialisation, en autoproduction, en temps libre, en temps mort, en ce qu'il pourra permettre de solidarités, de partages, de soutiens aux plus démantelés, de revitalisations écologiques de notre environnement... Il s'envisagera en « tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue ».

Il y aura du travail et des revenus de citoyenneté dans ce qui stimule, qui aide à rêver, qui mène à méditer ou qui ouvre aux délices de l'ennui, qui installe en musique, qui oriente en randonnée dans le pays des livres, des arts, du chant, de la philosophie, de l'étude ou de la consommation de haute nécessité qui ouvre à création — créaconsommation.

En valeur poétique, il n'existe ni chômage ni plein emploi ni assistanat, mais autorégénération et autoréorganisation, mais du possible à l'infini pour tous les talents, toutes les aspirations. En valeur poétique, le PIB des sociétés économiques révèle sa brutalité.

Voici ce premier panier que nous apportons à toutes les tables de négociations et à leurs prolongements : que le principe de gratuité soit posé pour tout ce qui permet un dégagement des chaînes, une amplification de l'imaginaire, une stimulation des facultés cognitives, une mise en créativité de tous, un déboulé sans manman de l'esprit. Que ce principe balise les chemins vers le livre, les contes, le théâtre, la musique, la danse, les arts visuels, l'artisanat, la culture et l'agriculture... Qu'il soit inscrit au porche des maternelles, des écoles, des lycées et collèges, des universités et de tous les lieux connaissance et de formation... Qu'il ouvre à des usages créateurs des technologies neuves et du cyberspace. Qu'il favorise tout ce qui permet d'entrer en Relation (rencontres, contacts, coopérations, interactions, errances qui orientent) avec les virtualités imprévisibles du Tout-Monde... C'est le gratuit en son principe qui permettra aux politiques sociales et culturelles publiques de déterminer l'ampleur des exceptions. C'est à partir de ce principe que nous devons imaginer des échelles non marchandes allant du totalement gratuit à la participation réduite ou symbolique, du financement public au financement individuel et volontaire... C'est le gratuit en son principe qui devrait s'installer aux fondements de nos sociétés neuves et de nos solidarités imaginantes...

[...] Nous appelons donc à ces utopies où le Politique ne serait pas réduit à la gestion des misères inadmissibles ni à la régulation des sauvageries du « Marché », mais où il retrouverait son essence au service de tout ce qui confère une âme au prosaïque en le dépassant ou en l'instrumentalisant de la manière la plus étroite.

Nous appelons à une haute politique, à un art politique, qui installe l'individu, sa relation à l'Autre, au centre d'un projet commun où règne ce que la vie a de plus exigeant, de plus intense et de plus éclatant, et donc de plus sensible à la beauté.

Ainsi, chers compatriotes, en nous débarrassant des archaïsmes coloniaux, de la dépendance et de l'assistanat, en nous inscrivant résolument dans l'épanouissement écologique de nos pays et du monde à venir, en contestant la violence économique et le système marchand, nous naîtrons au monde avec une visibilité levée du post-capitalisme et d'un rapport écologique global aux équilibres de la planète....

Alors voici notre vision :

Petits pays, soudain au cœur nouveau du monde, soudain immenses d'être les premiers exemples de sociétés post-capitalistes, capables de mettre en œuvre un épanouissement humain qui s'inscrit dans l'horizontale plénitude du vivant...

Ernest Breleur, Patrick Chamoiseau, Serge Domi, Gérard Delver, Edouard Glissant, Guillaume Pigéard de Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar, Jean-Claude William

Texte en entier : <http://www.humanite.fr/Outre-mer-Le-Manifeste-de-la-revolte-sociale>

« Le discours de Harvard », par Alexandre Soljenitsyne

[Soljenitsyne a prononcé ce discours le 8 juin 1978, alors qu'il venait de s'installer aux USA après avoir quitté l'URSS en 1974. Lui qu'on connaissait avant tout pour son travail de dénonciation de l'horreur Stalinienne, sa révélation et sa description dans "L'archipel du Goulag", il y condamna bien sûr le communisme. Mais la surprise vint du jugement qu'il porta sur l'occident. Le discours, auquel assistaient Jimmy et Rosalyn Carter, fut un choc pour les américains, stupéfaits par la vigueur de l'attaque et sa critique des valeurs occidentales, qui semble encore aujourd'hui pertinente.]

« Je suis très sincèrement heureux de me trouver ici parmi vous, à l'occasion du 327ème anniversaire de la fondation de cette université si ancienne et si illustre. La devise de Harvard est « VERITAS ». La vérité est rarement douce à entendre ; elle est presque toujours amère. Mon discours d'aujourd'hui contient une part de vérité ; je vous l'apporte en ami, non en adversaire.

Il y a trois ans, aux Etats-Unis, j'ai été amené à dire des choses que l'on a rejeté, qui ont paru inacceptables. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui acquiescent à mes propos d'alors.(...)

Le déclin du courage est peut-être le trait le plus saillant de l'Ouest aujourd'hui pour un observateur extérieur. Le monde occidental a perdu son courage civique, à la fois dans son ensemble et singulièrement, dans chaque pays, dans chaque gouvernement, et bien sûr aux Nations Unies. Ce déclin du courage est particulièrement sensible dans la couche dirigeante et dans la couche intellectuelle dominante, d'où l'impression que le courage a déserté la société toute entière. Bien sûr, il y a encore beaucoup de courage individuel mais ce ne sont pas ces gens là qui donnent sa direction à la vie de la société. Les fonctionnaires politiques et intellectuels manifestent ce déclin, cette faiblesse, cette irrésolution dans leurs actes, leurs discours et plus encore, dans les considérations théoriques qu'ils fournissent complaisamment pour prouver que cette manière d'agir,

qui fonde la politique d'un Etat sur la lâcheté et la servilité, est pragmatique, rationnelle et justifiée, à quelque hauteur intellectuelle et même morale qu'on se place. Ce déclin du courage, qui semble aller ici ou là jusqu'à la perte de toute trace de virilité, se trouve souligné avec une ironie toute particulière dans les cas où les mêmes fonctionnaires sont pris d'un accès subit de vaillance et d'intransigeance, à l'égard de gouvernements sans force, de pays faibles que personne ne soutient ou de courants condamnés par tous et manifestement incapables de rendre un seul coup. Alors que leurs langues sèchent et que leurs mains se paralysent face aux gouvernements puissants et aux forces menaçantes, face aux agresseurs et à l'Internationale de la terreur. Faut-il rappeler que le déclin du courage a toujours été considéré comme le signe avant coureur de la fin ?

Quand les Etats occidentaux modernes se sont formés, fut posé comme principe que les gouvernements avaient pour vocation de servir l'homme, et que la vie de l'homme était orientée vers la liberté et la recherche du bonheur (en témoigne la déclaration américaine d'Indépendance.) Aujourd'hui, enfin, les décennies passées de progrès social et technique ont permis la réalisation de ces aspirations : un Etat assurant le bien-être général. Chaque citoyen s'est vu accorder la liberté tant désirée, et des biens matériels en quantité et en qualité propres à lui procurer, en théorie, un bonheur complet, mais un bonheur au sens appauvri du mot, tel qu'il a cours depuis ces mêmes décennies.

Au cours de cette évolution, cependant, un détail psychologique a été négligé : le désir permanent de posséder toujours plus et d'avoir une vie meilleure, et la lutte en ce sens, ont imprimé sur de nombreux visages à l'Ouest les marques de l'inquiétude et même de la dépression, bien qu'il soit courant de cacher soigneusement de tels sentiments. Cette compétition active et intense finit par dominer toute pensée humaine et n'ouvre pas le moins du monde la voie à la liberté du développement spirituel.

L'indépendance de l'individu à l'égard de nombreuses formes de pression étatique a été garantie ; la majorité des gens ont bénéficié du bien-être, à un niveau que leurs pères et leurs grands-pères n'auraient même pas imaginé ; il est devenu possible d'élever les jeunes gens selon ces idéaux, de les préparer et de les appeler à l'épanouissement physique, au bonheur, au loisir, à la possession de biens matériels, l'argent, les loisirs, vers une liberté quasi illimitée dans le choix des plaisirs. Pourquoi devrions-nous renoncer à tout cela ? Au nom de quoi devrait-on risquer sa précieuse existence pour défendre le bien commun, et tout spécialement dans le cas douteux où la sécurité de la nation aurait à être défendue dans un pays lointain ?

Même la biologie nous enseigne qu'un haut degré de confort n'est pas bon pour l'organisme. Aujourd'hui, le confort de la vie de la société occidentale commence à ôter son masque pernicieux.

La société occidentale s'est choisie l'organisation la plus appropriée à ses fins, une organisation que j'appellerais légaliste. Les limites des droits de l'homme et de ce qui est bon sont fixées par un système de lois ; ces limites sont très lâches. Les hommes à

l'Ouest ont acquis une habileté considérable pour utiliser, interpréter et manipuler la loi, bien que paradoxalement les lois tendent à devenir bien trop compliquées à comprendre pour une personne moyenne sans l'aide d'un expert. Tout conflit est résolu par le recours à la lettre de la loi, qui est considérée comme le fin mot de tout. Si quelqu'un se place du point de vue légal, plus rien ne peut lui être opposé ; nul ne lui rappellera que cela pourrait n'en être pas moins illégitime. Impensable de parler de contrainte ou de renonciation à ces droits, ni de demander de sacrifice ou de geste désintéressé : cela paraîtrait absurde. On n'entend pour ainsi dire jamais parler de retenue volontaire : chacun lutte pour étendre ses droits jusqu'aux extrêmes limites des cadres légaux.

J'ai vécu toute ma vie sous un régime communiste, et je peux vous dire qu'une société sans référent légal objectif est particulièrement terrible. Mais une société basée sur la lettre de la loi, et n'allant pas plus loin, échoue à déployer à son avantage le large champ des possibilités humaines. La lettre de la loi est trop froide et formelle pour avoir une influence bénéfique sur la société. Quand la vie est tout entière tissée de relations legalistes, il s'en dégage une atmosphère de médiocrité spirituelle qui paralyse les élans les plus nobles de l'homme.

Et il sera tout simplement impossible de relever les défis de notre siècle menaçant armés des seules armes d'une structure sociale legaliste.

Aujourd'hui la société occidentale nous révèle qu'il règne une inégalité entre la liberté d'accomplir de bonnes actions et la liberté d'en accomplir de mauvaises. Un homme d'Etat qui veut accomplir quelque chose d'éminemment constructif pour son pays doit agir avec beaucoup de précautions, avec timidité pourrait-on dire. Des milliers de critiques hâtives et irresponsables le heurtent de plein fouet à chaque instant. Il se trouve constamment exposé aux traits du Parlement, de la presse. Il doit justifier pas à pas ses décisions, comme étant bien fondées et absolument sans défauts. Et un homme exceptionnel, de grande valeur, qui aurait en tête des projets inhabituels et inattendus, n'a aucune chance de s'imposer : d'emblée on lui tendra mille pièges. De ce fait, la médiocrité triomphe sous le masque des limitations démocratiques.

Il est aisé en tout lieu de saper le pouvoir administratif, et il a en fait été considérablement amoindri dans tous les pays occidentaux. La défense des droits individuels a pris de telles proportions que la société en tant que telle est désormais sans défense contre les initiatives de quelques-uns. Il est temps, à l'Ouest, de défendre non pas temps les droits de l'homme que ses devoirs.

D'un autre côté, une liberté destructrice et irresponsable s'est vue accorder un espace sans limite. Il s'avère que la société n'a plus que des défenses infimes à opposer à l'abîme de la décadence humaine, par exemple en ce qui concerne le mauvais usage de la liberté en matière de violence morale faites aux enfants, par des films tout pleins de pornographie, de crime, d'horreur. On considère que tout cela fait partie de la liberté, et peut être contrebalancé, en théorie, par le droit qu'ont ces mêmes enfants de ne pas

regarder et de refuser ces spectacles. L'organisation légaliste de la vie a prouvé ainsi son incapacité à se défendre contre la corrosion du mal. (...)

L'évolution s'est faite progressivement, mais il semble qu'elle ait eu pour point de départ la bienveillante conception humaniste selon laquelle l'homme, maître du monde, ne porte en lui aucun germe de mal, et tout ce que notre existence offre de vicié est simplement le fruit de systèmes sociaux erronés qu'il importe d'amender. Et pourtant, il est bien étrange de voir que le crime n'a pas disparu à l'Ouest, alors même que les meilleures conditions de vie sociale semblent avoir été atteintes. Le crime est même bien plus présent que dans la société soviétique, misérable et sans loi. (...)

La presse, aussi, bien sûr, jouit de la plus grande liberté. Mais pour quel usage ? (...) Quelle responsabilité s'exerce sur le journaliste, ou sur un journal, à l'encontre de son lectorat, ou de l'histoire ? S'ils ont trompé l'opinion publique en divulguant des informations erronées, ou de fausses conclusions, si même ils ont contribué à ce que des fautes soient commises au plus haut degré de l'Etat, avons-nous le souvenir d'un seul cas, où le dit journaliste ou le dit journal ait exprimé quelque regret ? Non, bien sûr, cela porterait préjudice aux ventes. De telles erreurs peuvent bien découler le pire pour une nation, le journaliste s'en tirera toujours. Etant donné que l'on a besoin d'une information crédible et immédiate, il devient obligatoire d'avoir recours aux conjectures, aux rumeurs, aux suppositions pour remplir les trous, et rien de tout cela ne sera jamais réfuté ; ces mensonges s'installent dans la mémoire du lecteur. Combien de jugements hâtifs, irréfléchis, superficiels et trompeurs sont ainsi émis quotidiennement, jetant le trouble chez le lecteur, et le laissant ensuite à lui-même ? La presse peut jouer le rôle d'opinion publique, ou la tromper. De la sorte, on verra des terroristes peints sous les traits de héros, des secrets d'Etat touchant à la sécurité du pays divulgués sur la place publique, ou encore des intrusions sans vergogne dans l'intimité de personnes connues, en vertu du slogan : « tout le monde a le droit de tout savoir ». Mais c'est un slogan faux, fruit d'une époque fautive ; d'une bien plus grande valeur est ce droit confisqué, le droit des hommes de ne pas savoir, de ne pas voir leur âme divine étouffée sous les ragots, les stupidités, les paroles vaines. Une personne qui mène une vie pleine de travail et de sens n'a absolument pas besoin de ce flot pesant et incessant d'information. (...) Autre chose ne manquera pas de surprendre un observateur venu de l'Est totalitaire, avec sa presse rigoureusement univoque : on découvre un courant général d'idées privilégiées au sein de la presse occidentale dans son ensemble, une sorte d'esprit du temps, fait de critères de jugement reconnus par tous, d'intérêts communs, la somme de tout cela donnant le sentiment non d'une compétition mais d'une uniformité. Il existe peut-être une liberté sans limite pour la presse, mais certainement pas pour le lecteur : les journaux ne font que transmettre avec énergie et emphase toutes ces opinions qui ne vont pas trop ouvertement contredire ce courant dominant.

Sans qu'il y ait besoin de censure, les courants de pensée, d'idées à la mode sont séparés avec soin de ceux qui ne le sont pas, et ces derniers, sans être à proprement parler interdits, n'ont que peu de chances de percer au milieu des autres ouvrages et périodiques, ou d'être relayés dans le supérieur. Vos étudiants sont libres au sens légal

du terme, mais ils sont prisonniers des idoles portées aux nues par l'engouement à la mode. Sans qu'il y ait, comme à l'Est, de violence ouverte, cette sélection opérée par la mode, ce besoin de tout conformer à des modèles standards, empêchent les penseurs les plus originaux d'apporter leur contribution à la vie publique et provoquent l'apparition d'un dangereux esprit grégaire qui fait obstacle à un développement digne de ce nom. Aux Etats-Unis, il m'est arrivé de recevoir des lettres de personnes éminemment intelligentes ... peut-être un professeur d'un petit collège perdu, qui aurait pu beaucoup pour le renouveau et le salut de son pays, mais le pays ne pouvait l'entendre, car les média n'allaient pas lui donner la parole. Voilà qui donne naissance à de solides préjugés de masse, à un aveuglement qui à notre époque est particulièrement dangereux. (...)

Il est universellement admis que l'Ouest montre la voie au monde entier vers le développement économique réussi, même si dans les dernières années il a pu être sérieusement entamé par une inflation chaotique. Et pourtant, beaucoup d'hommes à l'Ouest ne sont pas satisfaits de la société dans laquelle ils vivent. Ils la méprisent, ou l'accusent de ne plus être au niveau de maturité requis par l'humanité. Et beaucoup sont amenés à glisser vers le socialisme, ce qui est une tentation fautive et dangereuse. J'espère que personne ici présent ne me suspectera de vouloir exprimer une critique du système occidental dans l'idée de suggérer le socialisme comme alternative. Non, pour avoir connu un pays où le socialisme a été mis en oeuvre, je ne prononcerai pas en faveur d'une telle alternative. (...) Mais si l'on me demandait si, en retour, je pourrais proposer l'Ouest, en son état actuel, comme modèle pour mon pays, il me faudrait en toute honnêteté répondre par la négative. Non, je ne prendrais pas votre société comme modèle pour la transformation de la mienne. On ne peut nier que les personnalités s'affaiblissent à l'Ouest, tandis qu'à l'Est elles ne cessent de devenir plus fermes et plus fortes. Bien sûr, une société ne peut rester dans des abîmes d'anarchie, comme c'est le cas dans mon pays. Mais il est tout aussi avilissant pour elle de rester dans un état affadi et sans âme de légalisme, comme c'est le cas de la vôtre. Après avoir souffert pendant des décennies de violence et d'oppression, l'âme humaine aspire à des choses plus élevées, plus brûlantes, plus pures que celles offertes aujourd'hui par les habitudes d'une société massifiée, forgées par l'invasion révoltante de publicités commerciales, par l'abrutissement télévisuel, et par une musique intolérable.

Tout cela est sensible pour de nombreux observateurs partout sur la planète. Le mode de vie occidental apparaît de moins en moins comme le modèle directeur. Il est des symptômes révélateurs par lesquels l'histoire lance des avertissements à une société menacée ou en péril. De tels avertissements sont, en l'occurrence, le déclin des arts, ou le manque de grands hommes d'Etat. Et il arrive parfois que les signes soient particulièrement concrets et explicites. Le centre de votre démocratie et de votre culture est-il privé de courant pendant quelques heures, et voilà que soudainement des foules de citoyens Américains se livrent au pillage et au grabuge. C'est que le vernis doit être bien fin, et le système social bien instable et mal en point.

Mais le combat pour notre planète, physique et spirituel, un combat aux proportions cosmiques, n'est pas pour un futur lointain ; il a déjà commencé. Les forces du Mal ont

commencé leur offensive décisive. Vous sentez déjà la pression qu'elles exercent, et pourtant, vos écrans et vos écrits sont pleins de sourires sur commande et de verres levés. Pourquoi toute cette joie ?

Comment l'Ouest a-t-il pu décliner, de son pas triomphal à sa débilité présente ? A-t-il connu dans son évolution des points de non-retour qui lui furent fatals, a-t-il perdu son chemin ? Il ne semble pas que cela soit le cas. L'Ouest a continué à avancer d'un pas ferme en adéquation avec ses intentions proclamées pour la société, main dans la main avec un progrès technologique étourdissant. Et tout soudain il s'est trouvé dans son état présent de faiblesse. Cela signifie que l'erreur doit être à la racine, à la fondation de la pensée moderne. Je parle de la vision du monde qui a prévalu en Occident à l'époque moderne. Je parle de la vision du monde qui a prévalu en Occident, née à la Renaissance, et dont les développements politiques se sont manifestés à partir des Lumières. Elle est devenue la base de la doctrine sociale et politique et pourrait être appelée l'humanisme rationaliste, ou l'autonomie humaniste : l'autonomie proclamée et pratiquée de l'homme à l'encontre de toute force supérieure à lui. On peut parler aussi d'anthropocentrisme : l'homme est vu au centre de tout.

Historiquement, il est probable que l'inflexion qui s'est produite à la Renaissance était inévitable. Le Moyen Age en était venu naturellement à l'épuisement, en raison d'une répression intolérable de la nature charnelle de l'homme en faveur de sa nature spirituelle. Mais en s'écartant de l'esprit, l'homme s'empara de tout ce qui est matériel, avec excès et sans mesure. La pensée humaniste, qui s'est proclamée notre guide, n'admettait pas l'existence d'un mal intrinsèque en l'homme, et ne voyait pas de tâche plus noble que d'atteindre le bonheur sur terre. Voilà qui engagea la civilisation occidentale moderne naissante sur la pente dangereuse de l'adoration de l'homme et de ses besoins matériels. Tout ce qui se trouvait au-delà du bien-être physique et de l'accumulation de biens matériels, tous les autres besoins humains, caractéristiques d'une nature subtile et élevée, furent rejetés hors du champ d'intérêt de l'Etat et du système social, comme si la vie n'avait pas un sens plus élevé. De la sorte, des failles furent laissées ouvertes pour que s'y engouffre le mal, et son haleine putride souffle librement aujourd'hui. Plus de liberté en soi ne résout pas le moins du monde l'intégralité des problèmes humains, et même en ajoute un certain nombre de nouveaux.

Et pourtant, dans les jeunes démocraties, comme la démocratie américaine naissante, tous les droits de l'homme individuels reposaient sur la croyance que l'homme est une créature de Dieu. C'est-à-dire que la liberté était accordée à l'individu de manière conditionnelle, soumise constamment à sa responsabilité religieuse. Tel fut l'héritage du siècle passé.

Toutes les limitations de cette sorte s'émoussèrent en Occident, une émancipation complète survint, malgré l'héritage moral de siècles chrétiens, avec leurs prodiges de miséricorde et de sacrifice. Les Etats devinrent sans cesse plus matérialistes. L'Occident a défendu avec succès, et même surabondamment, les droits de l'homme, mais l'homme a vu complètement s'étioler la conscience de sa responsabilité devant

Dieu et la société. Durant ces dernières décennies, cet égoïsme juridique de la philosophie occidentale a été définitivement réalisé, et le monde se retrouve dans une cruelle crise spirituelle et dans une impasse politique. Et tous les succès techniques, y compris la conquête de l'espace, du Progrès tant célébré n'ont pas réussi à racheter la misère morale dans laquelle est tombé le XXème siècle, que personne n'aurait pu encore soupçonner au XIXème siècle.

L'humanisme dans ses développements devenant toujours plus matérialiste, il permit avec une incroyable efficacité à ses concepts d'être utilisés d'abord par le socialisme, puis par le communisme, de telle sorte que Karl Marx pût dire, en 1844, que « le communisme est un humanisme naturalisé. » Il s'est avéré que ce jugement était loin d'être faux. On voit les mêmes pierres aux fondations d'un humanisme altéré et de tout type de socialisme : un matérialisme sans frein, une libération à l'égard de la religion et de la responsabilité religieuse, une concentration des esprits sur les structures sociales avec une approche prétendument scientifique. Ce n'est pas un hasard si toutes les promesses rhétoriques du communisme sont centrées sur l'Homme, avec un grand H, et son bonheur terrestre. A première vue, il s'agit d'un rapprochement honteux : comment, il y aurait des points communs entre la pensée de l'Ouest et de l'Est aujourd'hui ? Là est la logique du développement matérialiste. (...)

Je ne pense pas au cas d'une catastrophe amenée par une guerre mondiale, et aux changements qui pourraient en résulter pour la société. Aussi longtemps que nous nous réveillerons chaque matin, sous un soleil paisible, notre vie sera inévitablement tissée de banalités quotidiennes. Mais il est une catastrophe qui pour beaucoup est déjà présente pour nous. Je veux parler du désastre d'une conscience humaniste parfaitement autonome et irréligieuse.

Elle a fait de l'homme la mesure de toutes choses sur terre, l'homme imparfait, qui n'est jamais dénué d'orgueil, d'égoïsme, d'envie, de vanité, et tant d'autres défauts. Nous payons aujourd'hui les erreurs qui n'étaient pas apparues comme telles au début de notre voyage. Sur la route qui nous a amenés de la Renaissance à nos jours, notre expérience s'est enrichie, mais nous avons perdu l'idée d'une entité supérieure qui autrefois réfrénait nos passions et notre irresponsabilité.

Nous avons placé trop d'espoirs dans les transformations politico-sociales, et il se révèle qu'on nous enlève ce que nous avons de plus précieux : notre vie intérieure. A l'Est, c'est la foire du Parti qui la foule aux pieds, à l'Ouest la foire du Commerce : ce qui est effrayant, ce n'est même pas le fait du monde éclaté, c'est que les principaux morceaux en soient atteints d'une maladie analogue. Si l'homme, comme le déclare l'humanisme, n'était né que pour le bonheur, il ne serait pas né non plus pour la mort. Mais corporellement voué à la mort, sa tâche sur cette terre n'en devient que plus spirituelle : non pas un gorgement de quotidienneté, non pas la recherche des meilleurs moyens d'acquisition, puis de joyeuse dépense des biens matériels, mais l'accomplissement d'un dur et permanent devoir, en sorte que tout le chemin de notre vie devienne l'expérience d'une élévation avant tout spirituelle : quitter cette vie en créatures plus hautes que nous n'y étions entrés.

Il est impératif que nous revoyions à la hausse l'échelle de nos valeurs humaines. Sa pauvreté actuelle est effarante. Il n'est pas possible que l'aune qui sert à mesurer de l'efficacité d'un président se limite à la question de combien d'argent l'on peut gagner, ou de la pertinence de la construction d'un gazoduc. Ce n'est que par un mouvement volontaire de modération de nos passions, sereine et acceptée par nous, que l'humanité peut s'élever au-dessus du courant de matérialisme qui emprisonne le monde.

Quand bien même nous serait épargné d'être détruits par la guerre, notre vie doit changer si elle ne veut pas périr par sa propre faute. Nous ne pouvons nous dispenser de rappeler ce qu'est fondamentalement la vie, la société. Est-ce vrai que l'homme est au-dessus de tout ? N'y a-t-il aucun esprit supérieur au-dessus de lui ? Les activités humaines et sociales peuvent-elles légitimement être réglées par la seule expansion matérielle ? A-t-on le droit de promouvoir cette expansion au détriment de l'intégrité de notre vie spirituelle ?

Si le monde ne touche pas à sa fin, il a atteint une étape décisive dans son histoire, semblable en importance au tournant qui a conduit du Moyen-âge à la Renaissance. Cela va requérir de nous un embrasement spirituel. Il nous faudra nous hisser à une nouvelle hauteur de vue, à une nouvelle conception de la vie, où notre nature physique ne sera pas maudite, comme elle a pu l'être au Moyen-âge, mais, ce qui est bien plus important, où notre être spirituel ne sera pas non plus piétiné, comme il le fut à l'ère moderne.

Notre ascension nous mène à une nouvelle étape anthropologique. Nous n'avons pas d'autre choix que de monter ... toujours plus haut. »

Alexandre Soljenitsyne